



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 7 juillet 2020

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2020 – 106 ENERGIES - VENTE DES CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE SUITE AUX TRAVAUX D'AMELIORATION ENERGETIQUE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 30 juin 2020, s'est réuni le mardi 7 juillet 2020 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Muriel CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Anne-Marie DUVAL, Cyril DAUPHOUD, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-Marc GARNIER, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Dominique BOURRET, Alexandre GAIFFE, Laurence COSTE, Richard KISS, Marie-Madeleine GUALLINO, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD, Alexane ISNARD, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO
(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)
Monsieur Stéphane CASSARINI
(Prend part aux délibérations N°52 à N°114 et 27 à 40)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Magali CONESA

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE AVEC PROCURATION :

Madame Nora ADDAD
(Prend part aux délibérations N°74 à N°114 et 27 à 51)

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG sans procuration
(Ne prend pas part au vote des délibérations N°52 à N°74)

PROCURATION :

Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Nora ADDAD à Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-14 et L.2121-21, Madame Valérie COPIN 1^{ère} Adjointe est désignée pour présider la séance lors des adoptions des comptes Administratifs.

Le Conseil Municipal a pris acte qu'aucune observation n'a été formulée concernant le procès-verbal du 11 février 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 mai 2020.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

2020 - 85 VENTE DE PARCELLES SISES BOULEVARD EUGENE CHARABOT ET D'UNE
PARTIE DU DOMAINE PUBLIC ALLEE JEAN MOULIN - DECLASSEMENT PREALABLE

DU 07 JUILLET 2020

ENERGIES - VENTE DES CERTIFICATS D'ECONOMIES D'ENERGIE SUITE AUX TRAVAUX D'AMELIORATION ENERGETIQUE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Lorsque la ville de Grasse réalise des travaux d'amélioration de performance énergétique sur des équipements et dans des bâtiments communaux, il est possible d'obtenir des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) introduits par la loi sur l'Energie du 13 juillet 2005 (loi « POPE »). Ces certificats peuvent ensuite être valorisés sur un marché d'échange de certificats et représenter une ressource financière pour soutenir les projets de la commune. La vente des CEE n'étant pas soumise aux règles de la commande publique et les offres n'étant valables que sur une courte période, il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à céder au meilleur prix les CEE actuellement en possession de la ville ainsi que les prochains CEE qui seront obtenus.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Cellule énergies et développement durable	Budget Principal Recettes	-

Madame Anne-Marie DUVAL expose :

Vu le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) créé en 2005 dans le cadre de la loi POPE (Programmation fixant les Orientations de la Politique Energétique), afin de promouvoir l'efficacité énergétique du patrimoine existant et d'impliquer les fournisseurs d'énergie,

Vu les termes de cette loi et de ses décrets d'application, le volume d'économie d'énergie généré est exprimé en kilowattheures cumulés et actualisés sur la durée de vie de l'opération ayant généré des économies d'énergie (kWh cumac). Les kWh cumac sont ensuite convertis en Certificats d'Economies d'Energie (CEE) validés par le Pôle National des Certificats d'Economies d'Energie (PNCEE) et enregistrés auprès du Registre National des Certificats d'Economies d'Energie par la société POWERNEXT,

Vu le Code de l'énergie et notamment les articles L. 221-7 et L. 221-8, qui prévoient que les Certificats d'Economies d'Energie (CEE) sont des biens meubles négociables qui peuvent être détenus, acquis ou cédés par des collectivités territoriales,

Considérant que les CEE sont un levier financier supplémentaire, un facteur facilitant l'investissement dans des travaux de maîtrise de l'énergie, ceux-ci étant motivés en premier lieu par l'économie d'énergie réalisée,

Considérant que dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de la maîtrise de l'énergie, la ville de Grasse est inscrite sur le Registre National des Certificats d'Économies d'Énergie et y dépose en son nom propre les CEE liés aux travaux qu'elle réalise sur son patrimoine,

Considérant que les offres commerciales n'étant valables que sur de courtes périodes (quelques jours),

Considérant qu'il sera recherché la meilleure offre financière lors de chaque cession,

Il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à vendre les Certificats d'Économies d'Énergie disponibles.

La propriété des CEE sera transférée à l'acheteur au moment de l'enregistrement de l'ordre de transfert par Emmy et le règlement sera effectué à l'issue de chaque transfert de CEE constaté par leur enregistrement sur le compte de l'acheteur auprès du PNCEE et après présentation d'une facture par le vendeur,

Le Conseil Municipal sera informé tous les ans des transactions réalisées, du nom de la société et du montant total de la transaction.

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de cession des CEE déposés par la commune de Grasse ;
- **APPROUVER** la signature des actes de cession à venir ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire et notamment ceux relatifs aux cessions des CEE.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés adopte.